



Crelan

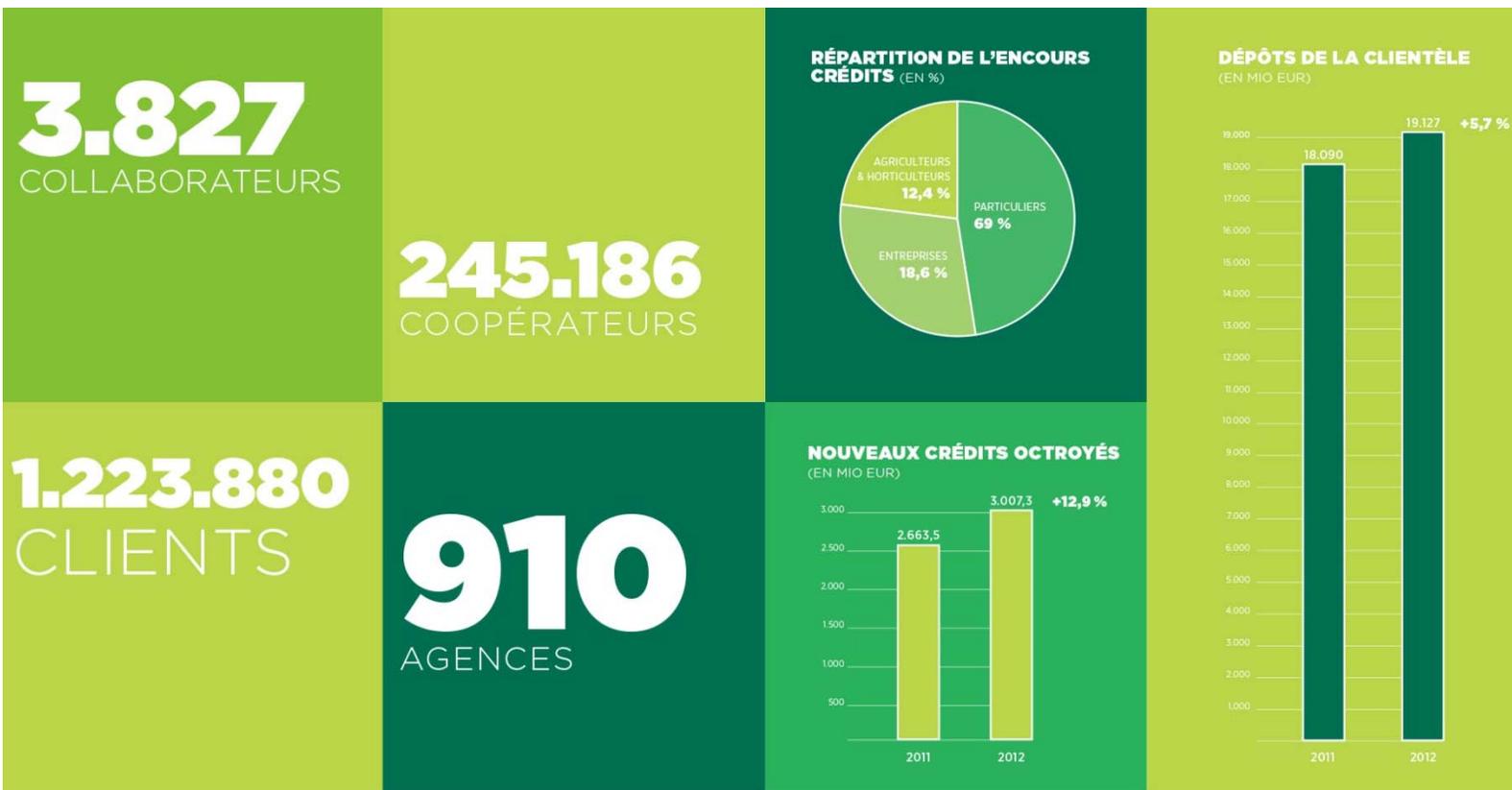
Tom Olinger

ULB - 3 avril 2014

Plan de l'intervention

1. Fonctionnement réel d'une banque
 - a. Rôle et missions
 - b. Type de financement de la banque : particuliers (épargne), marché interbancaire et banque centrale
2. Les crises financières 2007- ...
3. Réactions des pouvoirs publics et conséquences sur les banques : taxes, impôts, capitalisation de certaines banques, garanties
4. Réactions des banques centrales et conséquences sur les banques : dispositifs mis en place par les banques centrales
5. Nouvelles règles européennes (union bancaire) et internationales (Bâle III)
6. Impacts sur le fonctionnement des banques
7. Perspectives

Un mot sur Crelan, Keytrade Bank et Europabank ...



Un mot sur Crelan, Keytrade Bank et Europabank ...

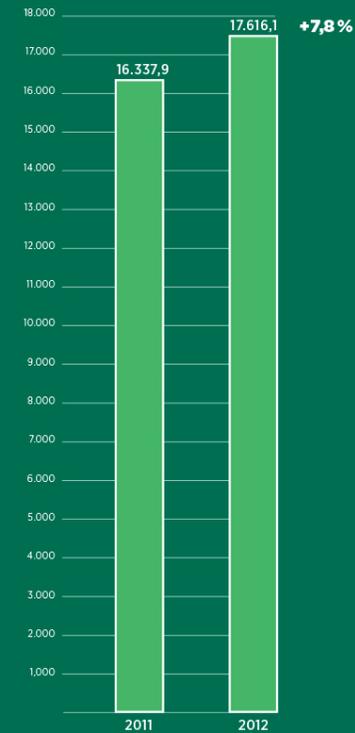
RÉSULTAT CONSOLIDÉ GROUPE CRELAN (EN MIO EUR)

	2012	EVOLUTION
Dépôts de la clientèle (y compris certificats subordonnés)	19.126,9	+5,7 %
Crédits à la clientèle	17.616,1	+ 7,8%
Portefeuille financier	3.060,9	-16,9 %
Fonds propres (y compris capital coopératif)	1.278,6	+13,7 %
Total de l'actif	22.651,4	+6,1 %
RÉSULTAT NET	73,4	+32,3 %

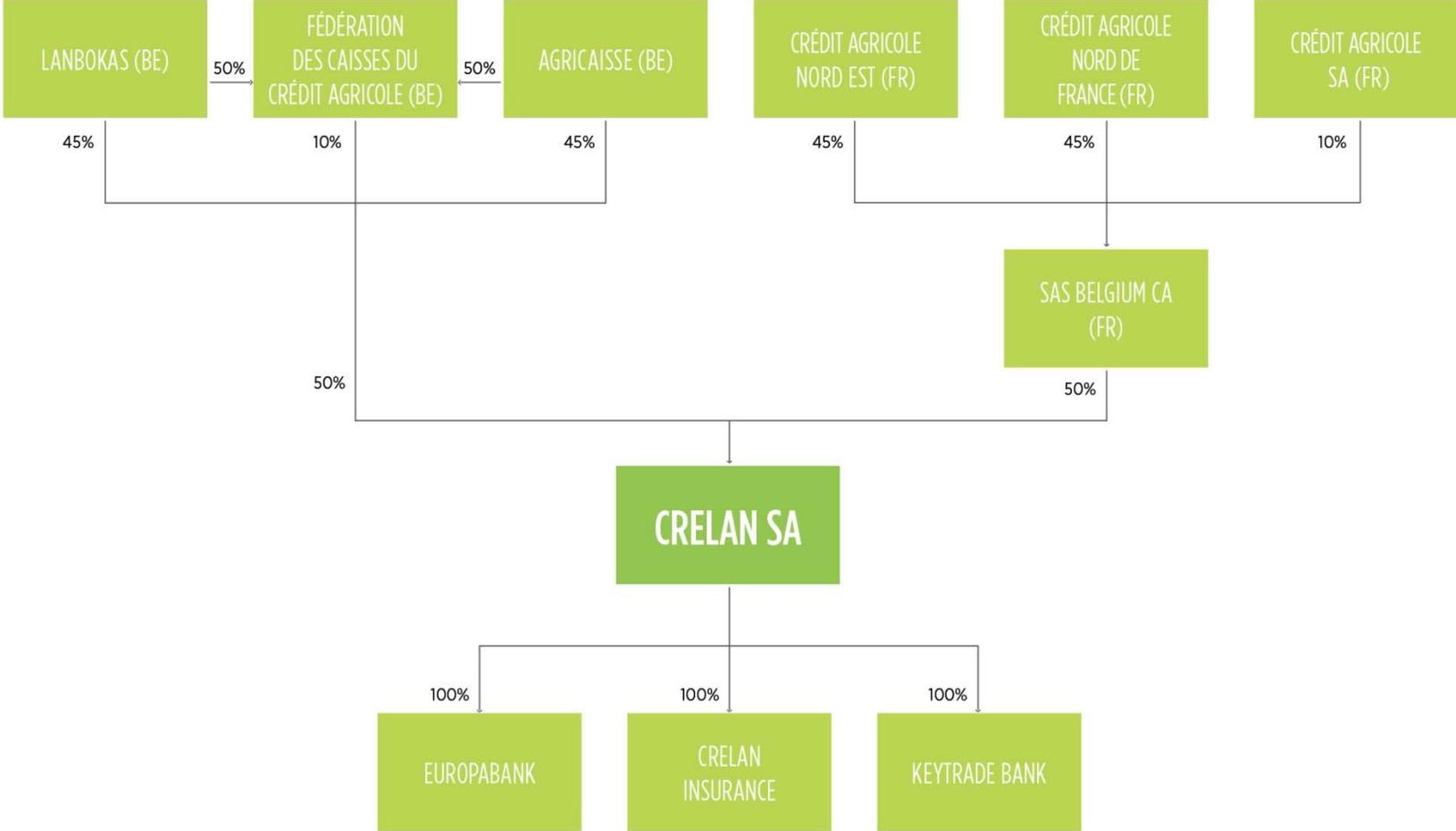
RATIOS 2012 GROUPE CRELAN

	2012
Cost Income Ratio	76,4 %
Loan Loss Ratio	0,1 %
ROE	6,1 %
CAD	14,7

ENCOURS CRÉDITS (EN MIO EUR)



Un mot sur Crelan, Keytrade Bank et Europabank ...



1. Fonctionnement réel d'une banque

a. Rôle et missions

très simplement :

- 1) **garder l'argent** (conserver, "alternative à l'oreiller")
- 2) **prêter** (fonction de recyclage de 1)
- 3) **payer** (rendre possible les paiements)

Business modèle simple :

"prêter à un taux plus élevé aux clients emprunteurs que ce que la banque donne aux clients qui déposent"
(= **marge d'intermédiation**)

cette marge d'intermédiation doit aussi absorber les pertes sur clients qui ne remboursent pas (coût du risque crédit) et les coûts de fonctionnement, puis rémunérer les actionnaires

+

rendre d'autres services aux clients (= perception de commissions)

à partir de là l'imagination s'est mise galoper : financement export, émission de cautions, crédit-bail, financements de navires, ... jusqu'aux montages les plus complexes.

développement considérable de l'ingénierie financière à partir des années 80-90 => titrisations MBS CDO - couvertures structurées - placements structurés - trading pour compte propre

à un certain stade :

- **peut-on encore expliquer ce qu'on fait** (à son enfant, à un collègue d'un autre département, à sa direction) ?
- **risques identifiés / maîtrisés ?**
- opérations "normales", "justifiables (socialement)" ?

Image et fonction de la banque

le golden boy de la City ou la banque qui finance votre maison ?

Goldman Sachs ou la banque de taille moyenne de proximité ?

un service public, un risque systémique, un acteur économique comme un autre ... et indispensable ?

questions de société : financements à interdire, à faire absolument?

modèle simple : une banque prête ce qu'elle a reçu comme dépôts de ses clients (moins une réserve de précaution)

attention : mismatch de durées => les dépôts sont souvent sans durée contractuelle ou plus courts, les crédits sont un engagement ferme sur la durée

=> risque de liquidité

=> risque de taux (à couvrir?)

(« cas d'écoles » :

le remboursement anticipé d'un crédit
les taux trop bas des livrets
...)

modèle avec accès au marché : pour prêter plus que l'encours de dépôts de ses clients, la banque emprunte sur les marchés financiers.

Risque que les marchés financiers disent stop (mais aussi risque d'un bank run des déposants)

Diversification et granularité des sources de financement

intervention de la banque centrale : fournit et absorbe la liquidité des banques, dans certaines limites en fonctionnement normal, mais aussi pour "sauver" et pour réguler l'économie par son intervention sur les taux directeurs

b. Les crises financières 2007 - ...

La toile de fond :

l'ingénierie financière poussée à l'extrême, déconnectée et opaque

l'afflux de liquidités créés pour passer les crises précédentes qui cherchent à être placées (... à des rendements élevés)

l'exhubérance irrationnelle - appétit du gain (greed) =>
Charles Prince, Citigroup : "As long as the music is playing, you've got to get up and dance."

Faible rentabilité des activités bancaires classiques ⇔
exigences de rentabilités trop élevées des fonds propres

La mécanique :

Crise des subprimes - prêts hypothécaires à risque - États-Unis à partir de juillet 2007. Ces prêts à des emprunteurs à la capacité de remboursement insuffisante ont participé à la création d'une bulle immobilière qui elle-même nourrit une bulle de crédits.

Ces mauvais crédits ne sont pas gardés par les banques qui les ont originés, mais sont vendus à des véhicules de titrisation. **Est-ce que le risque crédit aurait été mieux géré si les originateurs de crédit avaient gardé ces crédits à leur bilan ?**

défiance envers ces créances titrisées (ABS, RMBS, CMBS, CDO) puis envers les fonds d'investissement, les OPCVM (dont les SICAV monétaires) et les banques susceptibles de détenir des actifs douteux. Doutes sur les dérivés de crédit.

méfiance dans la liquidité des « collatéraux » et l'incertitude sur la localisation des titres contaminés => **blocage des relations interbancaires** => mise en difficulté de nombre de banques à travers le monde

NB La plupart des banques ne tombent pas à cause d'un manque de liquidité. Le manque de liquidité n'est que la résultante de ce qui précède.

Quelques évènements :

Le 9 août 2007, la première banque française par ses fonds propres, BNP Paribas, annonce le **gel des actifs de trois fonds monétaires** dynamiques d'une valeur totale de 1,6 milliard d'euros

13 septembre 2007, la Northern Rock sollicite la Banque d'Angleterre comme prêteur en dernier ressort. 17 février 2008 : le gouvernement britannique nationalise Northern Rock victime d'une **ruée sur ses dépôts (bank run)**, suivent Lehman Brothers (14 septembre 2008), AIG, ...

29 septembre 2008 : Fortis

Les 4 grandes banques belges doivent être sauvées.
(aucune banque belge moyenne ou petite n'a besoin d'aide. Elles résistent au travers des crises).

Les intervenants :

Rôle des Banques d'affaires : cf Ingénierie et appât du gain. Fabrication des MBS, CDO, dont elles ont gardé une partie dans leurs comptes, NB les plus "agiles" s'en sont débarrassé en masse auprès d'autres institutions financières ou de leur clientèle privée fin 2006 et début 2007.

Rôle des Rehausseurs de crédit : les mécanismes d'assurance s'avèrent inopérants compte tenu de l'importance des sommes concernées. Assureurs et réhausseurs de crédit ne disposent pas d'assez de capitaux propres pour tenir des engagements mal appréciés et insuffisamment provisionnés. => réactions en chaîne

Rôle des agences de notation : MBS, CDO, ... placements présentés aux investisseurs sous la notation financière la plus sûre, le « AAA », puis réactivité dans la crise pour dégrader les notations (yc celle des Etats)

Rôle de la Federal Reserve Bank, qui a pratiqué entre 2003 et 2004 des taux directeurs faibles

Rôle des **régulateurs** qui n'ont pas détecté la dérive

3. Réactions des pouvoirs publics et conséquences sur les banques : taxes, impôts, capitalisation de certaines banques, garanties

plans de grande ampleur

... en ordre européen dispersé, sans concertation, voire en concurrence avec les pays voisins

... dans l'urgence, sans préparation

garanties publiques pour le refinancement

ventes (de sous-parties) d'établissements, créations de bad banks

mesures de recapitalisation => nationalisations de banques

avec le recul : analysé comme inefficent => cf mesures en cours d'adoption

évolution majeure de "sauvetage public" vers le "Bail-in"

Pays-Bas : SNS Bank février 2013 nationalisation et bail-in des actionnaires et détenteurs de dette subordonnée

Chypre : crise financière de 2012-2013 bail-in des dépôts supérieurs à 100 000 € de Laiki Bank

Bail-in : L'accord européen du 26 juin 2013 prévoit de solliciter, en cas d'insuffisance des capitaux propres suite à des pertes, en priorité les créanciers détenteurs de dettes subordonnées, puis les créanciers seniors, puis les dépôts non garantis des grandes entreprises, puis ceux des PME et enfin ceux des particuliers au delà de 100. 000 euros. Par contre ne doivent pas être affectés les dépôts garantis, les obligations sécurisées ("covered bonds"), la rémunération des employés, les passifs liés aux activités vitales de l'établissement et les passifs interbancaires d'une maturité inférieure à 7 jours

thèmes du secteur bancaire fautif (à l'origine de la crise) et des augmentations de taxes

Distinguer :

- dans le poids trop important de la dette publique ce qui est dû coût de sauvetage des banques et d'une dépense publique globalement trop importante
- les banques effectivement à l'origine de la crise de celles qui l'ont subie
- augmentations de taxes : exemple Crelan = aucun rôle dans la crise, pas de besoin d'aide, mais une taxe bancaire qui passe de 7,4 mio € à 38,6 mio en 6 ans, soit + 31 mio € (x5)

4. Réactions des banques centrales et conséquences sur les banques : dispositifs mis en place par les banques centrales

En fonctionnement normal, les banques centrales interviennent

- Sur la quantité de liquidité, notamment par la réserve obligatoire (« La moyenne des dépôts d'un établissement donné au cours de chaque période d'un mois doit atteindre 2 p.c. au moins de certains de ses passifs. »)
- Sur les taux d'intérêt directeurs

Pendant la crise :

diminution importante et rapide des taux directeurs

prise en pension au achat d'actifs parfois risqués des institutions financières en difficulté.

- injection de 95 mia € dès 8/07 par la BCE
- LTRO (Long term refinancing operations) : 1000 MIA € déc 2011 et février 2012

Quantitative easing, par l'achat massif de titres (*NEW YORK, 16 janvier 2014 (Reuters) - Le bilan de la Réserve fédérale américaine a atteint le seuil des 4.000 milliards de dollars lors de la semaine écoulée, gonflé par ses rachats d'obligations du Trésor et de titres adossés à des obligations hypothécaires, selon des données publiées jeudi par la banque centrale.*)

Différences Fed américaine / BCE

5. Nouvelles règles européennes (union bancaire) et internationales (Bâle III)

but : éviter le **risque systémique** et ses impacts potentiellement dévastateurs sur le système économique

23 et 24 août 2008 - réunion à Jackson Hole dans le Wyoming - nouvelle architecture financière mondiale Ben Bernanke président de la banque centrale américaine Fed a proposé « une évolution de la réglementation et de la supervision des banques ».

Angela Merkel, « *il faut éviter d'être pris en otage par des établissements too big to fail* »

(extrait du) catalogue des nouvelles mesures :

EMIR, UCITS - AIFM, Régulation des agences de rating, Short selling et CDS, des SRO au rôle renforcé des autorités de surveillance, FATCA et fin du secret bancaire en Europe , Gouvernance et Rémunérations, CRD IV / Bâle III, Financial Transaction Tax, LCR et NSFR, Leverage Ratio, MIFID, AQR, Pondération des actifs pour le CAD, ...

En Europe : l'union bancaire

Mécanisme de supervision unique (MSU) = superviser les 128 plus grandes banques de la zone euro

création d'un fonds de résolution (en cours) => **organisation** de la faillite des banques « arrivées en bout de course »

October 2012 - Liikanen report

January 2014 - European Commission - Regulation on structural measures for improving the resilience of EU banks :

ban on proprietary trading, defined as trading for the sole purpose of making profits for a bank's own account

obligation de séparer les activités bancaires entre activités retail et activités plus risquées => implémentation complexe et pose questions de business modèle pour certaines banques. Dans les faits, bcp de groupes bancaires ont déjà fortement réduit leur activité de banque d'investissement (perception ou analyse que trop risqué, pas assez rentable, faible part de marché ...)

6. Impacts sur le fonctionnement des banques

- retour sur les **marchés domestiques** => réduction des activités à l'étranger
- recentrage sur les **métiers de base** => abandon d'activités considérées comme marginales ou mal maîtrisées
- diminution de l'effet de **levier** => réduction de la taille des bilans
mouvement vers des actifs de bonne qualité
=> **ambiguïté sur les titres souverains**
- économies de **liquidités**, de **fonds propres**
- mouvement vers plus de dépôts clients, moins de financements sur les marchés, des financements plus longs
- **réduction des coûts**, sujet n°1- "attempt to offset the cumulative impact of regulatory, reforms on the costs of funding, compliance, reporting, risk management and governance (étude KMPG février 2014)".

7. Perspectives

Une réglementation trop lourde, trop chère, trop intrusive ?
ou indispensable pour assurer la stabilité ?

La question du shadow banking

Est-il possible de surveiller l'ingénierie financière ?

La banque par internet, la banque de demain

Un objectif : la nécessaire rentabilité du secteur bancaire